



N° 14

DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la
vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

Octobre 2015

Grève du 8 octobre 2015 : 15,26 % ont défendu notre statut !

Les raisons de manifester notre mécontentement étaient très nombreuses le jeudi 8 octobre 2015. Mouvement interprofessionnel, il est utile de le souligner, il a réuni plus de 100 000 salariés à travers la France et 12 000 agents à la DGFIP.

A la DISI RAEB, 15,26 % des agents ont suivi le mouvement de grève. Les raisons ne manquaient pas : la diminution des possibilités de promotions à travers la baisse du plan ministériel de qualifications, la non application des doctrines en matière de qualification d'emploi des SIL et des CID depuis la création de la DISI RAEB, Le travail en mono-opérateur à l'ESI Meyzieu imposé par la Direction malgré le refus en CTL des représentants du personnel, l'intrusion de sociétés privées dans le domaine de la paye des agents de l'État, le transfert d'un poste d'IDIV de l'ESI de Grenoble à la Direction et donc l'absence de promotion sur place pour les cadres A, le non respect du règlement intérieur des CTL à propos d'un point dont l'ensemble des représentants du personnel a voté contre et qui aurait dû faire l'objet d'une 2ème convocation dans les 30 jours, point resté donc sans réponse à ce jour.

"Ce n'est qu'un début, continuons le combat" entonnait Coluche. Vu le nombre de suppressions de postes annoncés pour 2016 (2 548), les raisons de manifester ne devraient pas disparaître !

2 548 : ce n'est pas le code de votre carte bancaire !

A en croire l'ensemble des médias, il y aura 8 300 postes de fonctionnaires en plus en 2016. La DGFIP n'en profitera malheureusement pas puisque le chiffre de suppression de postes pour l'année prochaine est annoncé : 2 548 emplois supprimés.

Rappelons à celles et ceux qui doutent encore de la volonté politique de faire disparaître nos emplois et nos missions ces quelques chiffres oh combien révélateurs de l'envie de nos dirigeants de "bouffer" du fonctionnaire : En 2002, tout va mal, il faut réduire les dépenses et supprimer des emplois. Résultat : 13 369 suppressions de postes jusqu'en 2008.

Cette année-là, la crise financière nous tombe dessus. Tout va mal, il faut continuer les suppressions d'emplois. 4 ans plus tard, 11 631 postes ont été rayés de la carte. Et rien ne va plus.

En 2013, 2 023 suppressions de postes. 1 988 en 2014. Et 1 934 en 2015.

Si vous comptez bien, sous l'ère Chirac et Sarkozy cela fait 25 000 entre 2002 et 2012 soit une moyenne de 2 272 emplois disparaissant chaque année et, sous l'ère Hollande, 8 493 soit une moyenne de 2 123 postes supprimés par an.

Le gouvernement change de camp mais pas de politique de démantèlement du service public.

Et pour quel résultat !

Plus l'Etat supprime de postes et plus ça va mal.

Et si ce n'était pas une crise de la dette mais une crise des recettes ? En tout cas, on ne pourra pas dire que c'est la faute des fonctionnaires !

Apprentis + Services Civiques = Suppression d'emplois

La formule est mathématique : alors que le projet de loi de finances pour 2016 prévoit la suppression de 2 548 emplois à la DGFIP, voilà que cette dernière a trouvé le moyen de les remplacer : l'embauche à bas coût d'apprentis et de services civiques.

Ainsi, sur la base de 35 heures par semaine, pour un apprenti désirant obtenir un BTS, il en coûtera 24 550 euros à l'employeur pour 2 années.

Pour un service civique, il en coûtera 6,31 euros par mois à l'employeur. Loin du coût d'un cadre B (niveau BAC nécessaire passer un BTS ou un DUT).

Sans compter le temps passé par le tuteur, un collègue oh combien zélé, et qui n'aura pas de décharge pour former le stagiaire.

A la DISI RAEB, les premiers apprentis devaient effectuer leur formation au sein de l'AT PRO.

Malheureusement pour le tuteur dévoué, pas d'apprenti en vue. Et, pour la Direction, une occasion manquée de renflouer un service en manque d'agents permanent avec une main d'œuvre bon marché et docile à défaut d'être efficace puisque très jeune et sans aucune expérience de terrain.

À moins que la réputation de ce service ait franchi les frontières de la rue St Hippolyte jusqu'aux écoles et ait freiné les ardeurs d'étudiants ayant pourtant de plus en plus de mal à trouver un employeur pour effectuer leur stage.

Cul et chemise

« Tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle, se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité. »

Jean Jaurès devant la Chambre des Députés en 1906.

« On nous a demandé de faire des efforts, on les a faits... Ça fait 4 ans que nos salaires n'ont pas évolué, 4 ans qu'on travaille pour rien. Et c'est nous qui trinquons. Et on nous demande aujourd'hui d'être gentils et de comprendre ?... On n'est pas venu chercher le conflit, Messieurs, on n'est pas venu pour être violents, on n'est pas venu pour vous manquer de respect... »

On est venu pour voir des gens qui puissent nous apporter des réponses et avoir le sentiment, l'impression, d'être pris en considération. Juste ça. Mais même ça, vous ne pouvez pas nous le donner. Pourtant, on est fier de le porter cet uniforme. Nous, on se bat pour notre compagnie. »

Très émue, une salariée d'Air France, tente d'interpeller des cadres supérieurs lors de l'invasion du Comité Central d'Entreprise du 5 octobre. Elle n'a eu droit qu'à leur silence méprisant : ils continuent de discuter entre eux, comme si de rien n'était.

La scène a été filmée par une autre salariée et postée sur Facebook. Mais, contrairement aux images de 2 cadres sans chemise, elle a peu été reprise par les médias qui modèlent l'opinion dans notre pays...

C'est pourtant plus que leur chemise que vont perdre les 2900 hommes et femmes que la société Air France va éjecter de ses effectifs (sans parachute doré).

De cette violence, aucune mention dans la presse aux ordres ! Ni de la part de nos gouvernants. Il est vrai qu'en matière de dialogue social, ils n'ont plus grand-chose à envier aux méthodes patronales. Ils viennent de nous le prouver en imposant le protocole d'accord minoritaire sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR), se mettant ainsi hors la loi !

Peut-être y a-t-il aussi une question d'accointances vestimentaires : il devient chaque jour de plus en plus évident que ce gouvernement est cul et chemise avec les milieux d'affaires dont on connaît l'aversion pour les « sans-culottes » qui veulent changer ce monde inhumain.

En tout cas, cela nous rappelle, toutes proportions gardées, l'ambiance dans la plupart des réunions paritaires, à la DGFIP et dans les DISI. Nos hiérarques gardent leur chemise intacte, mais certainement pas la considération des collègues à leur égard.